Enquête d'utilité publique de Plogoff :

« S'il y a des entraves matérielles je m'efforcerai de les vaincre »

prévient M. Jourdan, préfet

DOUARNENEZ. – A quarante-huit heures du démarrage de l'enquête d'utilité publique pour l'implantation d'une centrale nucléaire à Plogoff, l'heure est véritablement à la mobilisatin. Sur le terrain, hier, tout au long de la journée, n'ont cessé d'affluer communiqués de soutien et de sympathie, appels à la manifestation des 31 janvier et 3 février émanant d'organisations diverses. A la préfecture, M. Jourdan, préfet, pour sa part, a reçu la presse en début d'après-midi pour faire un dernier point avant cette enquête et en rappeler l'esprit. A l'entretien assistait M. François Goudard, sous-préfet aux Affaires économiques du département, nommé, la semaine passée, délégué spécial par substitution aux maires de Plogoff, Cléden, Goulien, Primelin.

∴

« L'enquête, c'est le moment de la plus large consultation pour apprécier l'intérêt général qui exige une centrale nucléaire à Plogoff et les intérêts particuliers qui vont être lésés », a précisé d'emblée le préfet avant de réfuter les qualificatifs de **« mascarade, enquête bidon »** accolés à cette procédure.

Signatures et petite phrase de Giscard

« On cite, ici et là, tel cas où l'on a recueilli des milliers de signatures contre la centrale, a relevé M. Jourdan. **Il convient d'être clair. Bien plus que le nombre de signatures, c'est la pertinence des arguments opposés qui importe. Dans le cas d'un choix entre l'intérêt public et les intérêts particuliers, les réponses ne sauraient évidemment s'arrêter à un oui ou à un non. »** Et le préfet a cité alors des projets de centrales nucléaires qui ont été modifiés après l'enquête d'utilité publique. Le Pellerin, le nombre des réfrigérants divisé par deux ; Cruas, en Ardèche, leur emplacement modifié.

Depuis lundi enfin, a insisté M. Jourdan, en troisième lieu, deux personnes de Plogoff ont téléphoné en préfecture pour demander des renseignements sur cette enquête. Hier matin, c'est une demande semblable qui est parvenue au courrier de Goulien **« L'utilité publique, c'est peut-être abstrait, mais l'enquête particulière, elle, est concrète. Elle indique les parcelles concernées par le projet. Il est important que chacun, donc, puisse consulter librement les dossiers. »**

Des éclaircissements encore, le préfet a souhaité en apporter aussi à propos d'une petite phrase du président de la République qui revient souvent sur les lèvres : **« L'implantation des centrales ne se fera pas contre l'avis des populations ».** Cette phrase est extraite d'un entretien accordé par le président de la République à M. Marc Ambroise-Rendu, publié dans le « Monde » du 26 janvier 1978. Elle disait exactement ceci, a noté M. Jourdan : **« Aux appréhensions, il faut répondre en profondeur et non par une campagne de propagande. Il ne saurait être question d'imposer aux Français un programme auquel ils seraient profondément opposés après avoir été complètement informés. »**

« La signification et l'ampleur sont bien différentes », a ponctué, à ce sujet, M. Jourdan.

Le dossier d'enquête dans les 2 000 foyers du Cap

Pourquoi les enquêtes concernant routes et couloirs de lignes électriques à aménager à partir de Plogoff ne sont-elles pas incluses dans cette enquête ?

« C'est une question de chronologie. Il faut d'abord s'avoir si la centrale sera construite ou non et donc mener l'enquête d'utilité publique à cet égard. »

On sait qu'il y aura des barrages de routes lors du démarrage de l'enquête. Ne craignez-vous pas des affrontements ?

« Je dois permettre l'accès des dossiers à tous ceux qui souhaitent y accéder. S'il y a des entraves matérielles sur les routes, je m'efforcerai de les vaincre. »

Que deviendront le mairies annexes, le soir ?

« Tout dépendra du climat », a ponctué le préfet.

Les 2 000 foyers des quatre communes concernées vont, en tout cas, recevoir, dans les jours qui viennent, le dossier d'enquête élaboré par l'E.D.F., où se trouvent résumées les principales données du projet.

Th. L.D.

Les appels à manifester

Plusieurs communiqués appelant à manifester nous ont été transmis en très grand nombre. Ils émanent des divers secteurs d'activité du Cap, de la Bigoudénie et de la région de Quimper.

Le syndicat des salariés agricoles de la production F.G.A.-C.F.D.T. : « Nous affirmons notre solidarité avec la population du Cap et demandons de venir manifester le 3 février ».

— L'union locale C.F.D.T. de Douarnenez appelle les sections et adhérents C.F.D.T. au boycott de l'enquête qualifiée **« de bidon »**. L'U.L.-C.F.D.T. propose à ses sections pour manifester leur opposition : débrayages - envois de télégrammes de protestation au préfet – signatures d'une pétition.

— Les communaux C.F.D.T. de Douarnenez observeront un arrêt de travail de 24 h jeudi prochain.

— Les communaux C.G.T. du Cap appellent à se rassembler jeudi à Plogoff.

— La mairie d'Esquibien sera fermée jeudi et la cantine scolaire ne fonctionnera pas.

— Le comité de Pont-Croix de soutien à Plogoff appelle à participer à l'opération ville morte du 31 janvier, à manifester concrètement par volets clos toute la journée, le moins de sorties possible, des banderolles...

— La société d'étude et de protection de la nature en Bretagne (S.E.P.N.B.) invite ses adhérents du Finistère-Sud à participer à la manifestation jeudi.

— C.S.C.V. - C.F.D.T. - Eost Buhez Arc'hab - P.S.U. - U.D.B. de Douarnenez invitent à participer au déplacement collectif vers Plogoff qui partira de la mairie à 14 h ce même jeudi.

— L'union C.F.D.T. du pays de Cornouaille appelle à manifester jeudi et dimanche afin d'exprimer clairement le refus du nucléaire et d'affirmer aussi qu'il existe des alternatives : centrale à charbon, **« projet Alterbreton... ».**

— Mairie de Plozévet. – Par solidarité avec les communes du Cap contre l'implantation d'une centrale nucléaire à Plogoff, la majorité des membres du conseil municipal de Plozévet a décidé la fermeture de la mairie jeudi 31 janvier.

— Le S.N.E.S. – Un préavis de grève pour jeudi a été déposé **« ceci afin de permettre à chacun des adhérents de se déterminer selon ses convictions ».**

— Syndicat paysans-travailleurs. – Les paysans-travailleurs du Finistère réaffirment leur opposition totale au projet de centrale nucléaire à Plogoff.

— L'Association pour la protection du site et la salubrité du port d'Audierne-Plouhinec, de ses abords proches et lointains demande à ses adhérents et sympathisants de soutenir l'action des communes hostiles à l'éventuelle implantation de la centrale à Plogoff.

— La section de la libre pensée de Brest apporte son soutien aux luttes menées contre l'implantation d'une centrale nucléaire à Plogoff et appelle à participer massivement à la manifestation qui se déroulera dimanche 3 février sur le site.

— École publique de Pouldergat. – Parents d'élèves et institutrices en grève pour protester contre l'enquête d'utilité publique.

— Kan Ar Mor Douarnenez et Audierne. – Personnel en grève.

— Maires de Confort et Meilars : fermées toute la journée du 31.

— Lycée de Douarnenez. – Les personnels se sont réunis en assemblée générale et ont décidé d'observer un arrêt de travail de 24 heures jeudi. Départ groupé pour Plogoff en après-midi.

— Hôpital de Douarnenez : débrayage à 10 h 30, à l'entrée du parking de l'hôpital, lancé par l'intersyndicale C.G.T., C.F.D.T., Santé. Départ groupé pour Plogoff 13 h 30.

— S.G.E.N.-C.F.D.T. du lycée de Douarnenez appelle à la grève et à la manifestation.

— C.G.T. Douarnenez : soutien à la population et aux élus de Plogoff et du Cap-Sizun dans sa lutte contre l'implantation antidémocratique d'une telle centrale. Condamnation du fait que le Gouvernement envoie ses forces de l'ordre comme seule réponse à une population qui n'a cessé de manifester son opposition à un tel projet. L'union locale C.G.T. laisse le libre choix des moyens à chaque section syndicale de Douarnenez et des environs dans la façon de s'organiser le 31 janvier.

Pas d'école jeudi

Ainsi ont décidé, par solidarité ou pour permettre aux parents de manifester jeudi, des conseils de parents, des enseignants et des personnels des L.E.P. Jean Mouilin Poulgouazec (Audierne), école publique du bourg de Plouhinec, école d'apprentissage maritime d'Audierne, écoles publiques d'Esquibien, écoles publiques de Pont-Croix, les lycées Brizeux, Chaptal, Cornouaille, Thepot, C.E.S. de Kermoysan, la Tour d'Auvergne, de Quimper (grève des surveillants, à Kermoysan : arrêt de travail jeudi matin), le collège de Plozévet, le collège du Guilvinec, le L.E.P. de Pont-l'Abbé (appel du S.G.E.N.-C.F.D.T.), l'école Georges Le Bail, l'école Ste-Jeanne d'Arc, l'A.P.E.L. et l'A.E.P. de Plozévet.

Mairie fermée à Plouhinec

Réuni hier soir en séance extraordinaire, le conseil municipal de Plouhinec à l'unanimité (14 présents) et à bulletin secret, que la mairie serait fermée le jeudi 31 janvier par solidarité avec l'ensemble des autres mairies du cap Sizun.

Par contre, une demande émanant du comité local d'informations nucléaires pour qu'un cahier de pétitions soit mis en place à la mairie de Plouhinec, durant six semaines pour recevoir les doléances, n'a pas été retenu.

Les enseignants et Plogoff

BREST. – Nous avons écrit lundi que la section départementale du S.G.E.N.-C.F.D.T. appelait ses adhérents à faire grève jeudi afin de participer à la journée d'action qui a lieu à Plogoff. En fait, il s'agit d'un préavis de grève qui ne concerne que le premier degré.

Création d'un collectif anti-nucléaire à Brest

BREST. – C.S.C.V., C.S.F., C.L.I.N., S.E.P.N.B. du Nord-Finistère, Amis de la terre, comité Larzac, Mouvement d'action non-violente et Paysans travailleurs : ce sont les associations de la région brestoise qui constituent le collectif anti-nucléaire qui s'est créé lundi soir. Pourquoi ce collectif ? **« L'enquête d'utilité publique va démarrer à Plogoff et il y a une proportion importante de gens prêts à se mobiliser,** affirme un des membres du collectif. **Il faut donc une structure souple pour coordonner les groupes anti-nucléaires de la région brestoise. »**

Une plate-forme a été établie. On y lit : **« Les habitants de Plogoff soutenus largement à travers le Finstère ont maintes fois affirmé leur refus d'une centrale nucléaire. Le gouvernement et l'E.D.F. choisissent l'épreuve de force. De l'opération de propagande au quadrillage policier, tous les moyens sont mis en œuvre pour imposer cette centrale. Il est donc urgent d'apporter notre soutien et de mobiliser contre le projet de centrale de Plogoff et de soutenir la lutte pour l'arrêt du programme électro-nucléaire. Afin d'animer, de coordonner la lutte durant ces 2 mois, les associations signataires se regroupent en un collectif anti-nucléaire de Brest.**

Elles appellent tous ceux qui refusent la centrale de Plogoff et le programme électro-nucléaire à les rejoindre, à constituer des groupes anti-nucléaires au niveau des entreprises, quartiers, écoles, etc...

Les tâches du collectif ? L'information, la sensibilisation, l'intervention auprès des médias. Coordonner, animer des actions de soutien à Plogoff, provoquer ponctuellement (manifestation...) l'unité la plus large de tous ceux qui s'opposent à la centrale de Plogoff.

Concrètement, le collectif a tiré 10 000 tracts qu'il distribuera dans la rue et à la sortie des usines dans les jours qui viennent. Samedi, des opérations-information se dérouleront également dans les rues de Brest. D'autre part, le collectif appelle aux mouvements de grève dans les entreprises pour la journée de jeudi, à la création de groupes de base. Il demande également aux gens disponibles de se rendre à Plogoff jeudi ainsi que dimanche.

Départ groupé de voitures pour Plogoff jeudi matin, à 7 h 30, au centre social de Pen Ar Creach - Brest. D'autre part, le C.L.I.N. de Porsmoguer organise un départ de Ploumoguer (place de l'église) pour Plogoff jeudi à 6 h 30. Pour la manifestation de dimanche, un car partira de Ploumoguer à 10 h 15, passera à Plouarzel à 10 h 30, à St-Renan à 10 h 45 et place de Strasbourg à Brest à 11 h.

L'U.D.B. : pour une centrale à charbon à Brest

BREST. – Dans un communiqué, la fdération Brest, communauté urbaine de l'U.D.B. soutient la lutte actuelle des élus et de la population de Plogoff, réaffirme son opposition à la Centrale nucléaire et prend position en faveur de la construction d'une centrale électrique à charbon à Brest. L'U.D.B. explique :

« Une centrale de 2 tranches de 600 mégawatts chacune, semblable à celle en chantier à Cordemais, permettrait de couvrir les besoins énergétiques de la Bretagne occidentale à moyen terme.

« La situation de Brest nous semble particulièrement favorable : acheminement facile du charbon, réception possible de gros minéraliers, existence de terrains portuaires nécessaires à la centrale, déperditions minimes d'électricité dues aux transports.

« Par ailleurs, l'acheminement du charbon sera générateur d'une augmentation du trafic portuaire (12 000 t par jour pour une centrale de 1200 mégawatts). L'augmentation du trafic et le fonctionnement de la centrale seront pourvoyeurs d'emplois nouveaux, permettant l'embauche sur place (150 à 200 emplois). De plus, le fait de produire de l'électricité à Brest aura des répercussions sur l'industrialisation de la région.

« Sur le plan de la Bretagne, nous pensons que la construction de deux centrales (à Brest et à Cordemais) peut éviter le nucléaire. Car le recours au charbon, pleinement justifié sur le plan économique (le charbon est plus compétitif que le pétrole) et sur le plan de l'emploi, l'est aussi sur le plan énergétique ».